



2007: Faire vivre un point de vue, une action et une organisation communiste!

A moins de 5 mois de l'élection présidentielle, les communistes ne savent toujours pas s'ils auront un candidat et quel sera le contenu de leur bataille.

La situation est inédite. Le PCF refuse de présenter un candidat mais soumet la candidature de Marie-Georges Buffet à l'approbation des collectifs antilibéraux.

Le piètre résultat de cette démarche s'affiche aujourd'hui au grand jour.

Les collectifs réunis les 9 et 10 décembre, ont remis à plus tard leur décision faute de pouvoir se mettre d'accord. Le spectacle offert a peu de chance de convaincre les milliers de gens qui en bavent dans les entreprises et les quartiers populaires que ça vaut le coup d'aller voter en 2007.

Parmi les 96% de communistes pour la candidature de la secrétaire nationale, beaucoup l'ont fait pour avoir " malgré tout " une candidate du PCF, comme en témoignent les votes des fédérations du Pas-de-Calais ou du Nord ! Comment vont-ils apprécier la remise aux calendes de la candidature et le discours des Salesse et autre Clémentine Autain, "Des communistes, oui, mais sans parti et pas au premier rang".

Jusqu'où allons-nous aller dans ce sabotage du PCF, qui ne peut qu'affaiblir le peuple?

Il y a pourtant bien une bataille à mener pour faire grandir la volonté et la conscience des moyens nécessaires au recul du capitalisme, pour modifier le rapport de force en faveur des salariés et des quartiers populaires, pour faire entendre l'exigence de mesures qui s'en prennent réellement aux pouvoirs du capital et des forces de l'argent.

Il est encore temps de sortir de l'impasse dans laquelle la stratégie de la direction nous enferme. Rien n'est joué et une candidature du PCF aux présidentielles doit être remise en débat.

Tout ceci confirme nos désaccords avec le cadre politique représenté par les collectifs antilibéraux:

- Face à la guerre contre les peuples menée par le capital, il y a besoin d'un programme anticapitaliste qui inscrive les actes nécessaires pour arracher le pouvoir aux forces du capital, patrons et gouvernement. Ce n'est pas ce que propose le programme des anti libéraux.

- Pour résister, analyser, agir, se rassembler, notre peuple a besoin d'une organisation politique. Le PCF doit redevenir cette organisation. Il ne le fera pas en se fondant dans la nébuleuse anti libérale, éloignée des milieux populaires qui ont besoin d'un parti qui défende leurs intérêts de classe.

- Les collectifs anti libéraux s'inscrivent dans le projet d'une Europe fédérale et considèrent que le cadre de la Nation est dépassé. Ils ne se cachent pas de vouloir renégocier une constitution européenne qui serait " plus favorable au peuple ". Nous disons NON à toute constitution européenne parce qu'elle institue une supra nationalité qui foule aux pieds la souveraineté du peuple. Nous nous

prononçons pour l'expression de la souveraineté populaire dans le cadre de la Nation, parce que cadre nous paraît aujourd'hui le plus favorable au peuple.

La direction du PCF, malgré l'échec des 9 et 10 décembre, continuera-t-elle de défendre des candidatures communes pour les législatives qui auraient pour conséquence la disparition du groupe communiste à l'Assemblée nationale au profit d'un éventuel groupe antilibéral ? Comme au parlement européen, en somme ! Ce serait une nouvelle étape vers l'objectif de transformer le PCF en parti de gauche sur le modèle du PGE! Pendant ce temps, Ségo et Sarko parodent à la télé et Le Pen atteint 17% dans les sondages.

Dans 13 circonscriptions du Pas - de - Calais et dans la quatorzième circonscription du Rhône, les communistes ont décidé de désigner leurs candidats aux législatives et d'affirmer ainsi leur volonté de mener bataille à partir de leurs analyses et propositions. Une démarche qui peut être reprise partout!

Quelquesoit la situation, nous avons la responsabilité de faire vivre un point de vue et une action communistes dans les mois qui viennent. Dans plusieurs circonscriptions, nous pouvons contribuer à ce que le PCF présente des candidats. Partout, en partant des propositions que nous avons élaborées dans " **Fiers d'être communistes** ", nous pouvons aider le peuple à ne pas se faire avoir et à s'approprier des propositions qui s'attaquent vraiment aux pouvoirs des forces du capital !

N'attendons pas les décisions des autres et menons notre campagne communiste !

SOMMAIRE

Edito	page 1
National	
► Société...	
► "Anti-libéral" ...	
► Frêche, délégations PCF et antiracisme...	2
International	
► Liban - Palestine	
► Internationalisme	3
Luttes locales	
► Hopital, Ciba, Chimie, Edf-Gdf	4
Brèves	4

Cette société là, nous n'en voulons pas !

Le 18 novembre était organisée une nouvelle journée d'action avec manifestation contre le projet de loi "prévention de la délinquance" qui rassemblait à Lyon plusieurs centaines de travailleurs sociaux.

Ce texte qui serait mieux nommé "surveiller et punir" était voté le 5 déc. à l'assemblée nationale sans son ministre de référence. Ce dernier tout occupé à son image présidentielle avait fait monter à sa place C. Estrosi, ministre à l'aménagement du territoire. Cette dérobade est savoureuse par les significations qu'elle révèle en creux. L'on peut se demander en effet de quels aménagements du territoire il est question tant certaines de ses dispositions installent les populations les plus fragiles sous le regard permanent de leurs édiles, transformés pour l'occasion, en nouveaux gardes chiourmes de la pauvreté. Ce texte qui modifie 73 articles du code pénal et 10 de celui de procédure sera le dixième du genre depuis 2002. Il campe un véritable état de guerre contre les nouvelles *classes dangereuses* alias "la racaille" au nom de la sécurité. Cette posture ne cherche pas à s'attaquer aux problèmes de fond. Elle a une fonction, strictement idéologique dont l'objectif est de détourner la population des véritables enjeux de classe. Comme le remarque JM Férida dans *L'horreur sécuritaire : les trente glorieuses* : "les lois intervenues depuis 2002 ont poursuivi une logique sécuritaire d'ores et déjà significative depuis trente ans qui vise à donner à croire que l'insécurité est le principal fléau et par ce biais à restreindre les libertés individuelles....Sarkosy et Perben ont mis le pays face à une législation de guerre". Nous en trouvons pour preuve leur pratique ministérielle puisqu'ils sont pressés de mettre sous les feux de l'opinion leur frénésie répressive, en produisant de nouveaux textes chaque fois qu'un fait-divers scabreux fait irruption dans le paysage médiatique.

Il s'agit avant tout de pénaliser les problèmes sociaux en organisant de nouvelles mises en scène visant à émouvoir un public gavé d'horreurs et de débordements inciviques. De la population selon qu'elle est titulaire d'un RMI, qu'elle vive avec moins de 400 euros par mois, qu'il s'agisse de femmes victimes de violences conjugales, de familles monoparentales ; de populations ayant des difficultés de lecture /écriture, de personnes handicapées, d'habitants des quartiers sensibles, de sans papiers ou de populations d'origine étrangère etc.

Ce texte, par l'étendue de son champ d'application, concerne donc un projet de société où les préoccupations d'ordre

public prennent le pas sur les politiques de la famille, de l'éducation et de la santé. Il remet en cause le secret professionnel, stigmatise, harcèle, fiche toute personne amenée à démarcher de l'aide. Dans cet esprit et en violation des principes de séparation des pouvoirs exécutifs et judiciaires, le maire sera investi de pouvoirs qui étaient de la compétence de l'état et des conseils généraux, sans pour autant recevoir les financements qui allaient avec. Il lui sera donné un rôle de quasi procureur de la république, recevant obligatoirement toutes informations confidentielles recueillies par les services sociaux, pmi, éducation nationale.

Placé en inquisiteur de la vie privée de ses administrés il disposera de tout un panel de sanctions (mise sous tutelle des alloc, rappel à l'ordre des parents en difficulté, constitution de fichiers médicaux, scolaires etc.

Ainsi quand s'accroissent les inégalités, ce texte propose d'aggraver la répression pénale pour ceux qui les subissent. Dangereux pour la démocratie, les libertés, la solidarité, il donne un projet de société basé sur l'exclusion, le contrôle et la répression.

Vous avez dit "antilibéral" ?

Que signifie ce mot libéralisme qui a remplacé petit à petit le mot capitalisme, à peu près depuis la mutation affichée par la direction du PCF ? Le capitalisme a été analysé et combattu par des générations de militants, Marx n'étant pas le moindre. Est-ce que l'utilisation du terme libéralisme signifie que toutes ces générations se sont trompées et que le capitalisme n'est plus l'adversaire ? Le programme des collectifs "antilibéraux" nous donne la réponse : le terme "antilibéral" signifie qu'il s'agit seulement de combattre les excès du capitalisme et non pas le capitalisme en tant que tel. Leur programme n'est pas un programme de rupture.

Une autre partie de la réponse se situe dans la composition sociale de ces collectifs. Dans le Rhône, la moitié des signataires pour des "candidatures antilibérales" (trouvées sur un site Internet) donnent leur profession : 50% sont issus de l'Education Nationale, le reste étant majoritairement fonctionnaires territoriaux, étudiants, élus-permanents du PCF, etc... Sans remettre en cause la volonté de changement des enseignants, ce qui saute aux yeux, c'est que les ouvriers, les employés, les chômeurs sont singulièrement absents. Or, ces derniers ont formé les bataillons du "Non" au TCE et c'est sur eux qu'il faudrait notamment compter pour combattre le capitalisme.

Frêche, délégations PCF et antiracisme...

En février 2005, une élue PCF à la région Languedoc-Roussillon refuse de voter le budget dont la hausse allait entraîner une augmentation de 52 % de la fiscalité régionale en un an. On peut se demander pourquoi elle était la seule du groupe PCF. Dans la foulée, le dictateur PS local, G. Frêche, retire sa délégation (droits des femmes) à cette élue. On aura droit à une protestation symbolique des dirigeants-élus du PCF. Depuis quelques années, règne une certaine confusion entre la position d'élus et celle de dirigeant du PCF : c'est quand même plus pratique pour assurer sa réélection... Cela provoque des remous légitimes au sein des adhérents, car J.C. Gayssot et son groupe réintègreront leurs délégations aussi vite qu'ils les avaient quittées. Rappelons que dans cette région, le PCF a fait liste commune dès le premier tour avec le PS : ses élus ne sont donc pas issus d'un rapport de force, mais d'une soumission préventive...

Par la suite, G. Frêche traite les harkis de sous-hommes, mais se fait dédouaner par J.C. Gayssot qui lui donne un brevet d'antiracisme. Dernièrement, le même G. Frêche fait une déclaration fracassante sur l'équipe de France de football, déclaration abjecte dont le caractère raciste n'a rien à envier au cynisme d'un Le Pen. Ce coup-la, il semble que l'on va voir ce que l'on va voir. J.C. Gayssot et le groupe suspendent leur participation à l'exécutif... pour finalement, en échange d'une nouvelle vice-présidence (celle de la lutte contre le racisme !!), le réintégrer (par 8 voix contre 2). L'attrait du fauteuil et de la voiture avec chauffeur aura été plus fort que leurs "convictions" antiracistes.

Mais, cette fois, certains adhérents du PCF n'ont pas l'intention de se laisser faire. D'ores et déjà, les deux élus originaires des Pyrénées-Orientales qui ont voté contre leur retour dans l'exécutif, sont allés au bout de leur décision. De plus, dans le département du Gard, une pétition adressée à la direction fédérale circule parmi les adhérents du PCF. Cette pétition demande la convocation d'une conférence fédérale exceptionnelle et la révocation des élus incriminés, traités de "guignols" indignes du passé de Résistance du PCF.

Oui, internationalistes !

On ne peut rien changer en France sans dire comment agir dans un monde toujours plus inégal et violent, dans un marché globalisé où de grandes puissances financières font la paix et la guerre. Le point de vue "altermondialiste" après ses succès à Seattle ou Gênes, apparaît plus divisé au FSM de Bombay sur le contenu des luttes nécessaires contre les puissances impérialistes. Le NON au référendum souligne encore plus la contradiction entre ceux qui soutiennent une "alter union européenne" et ceux qui défendent l'espace de résistance nationale que porte le NON ouvrier et populaire.

Et le monde bouge ! Des résistances émergent sous des formes diverses. Plusieurs pays d'Amérique latine bousculent les vieux pouvoirs corrompus des bourgeoisies compradore soumises aux intérêts US : Brésil, Venezuela, Bolivie, Equateur ouvrent un espace nouveau, renforcent la solidarité avec Cuba, et certains posent de plus en plus nettement la question du socialisme. Tous ces pays connaissent la réalité de la mondialisation et la nécessité vitale pour eux des échanges et de la solidarité internationale, mais chaque pays a trouvé une voie nationale de la rupture politique. Chaque histoire montre la capacité de violence de la bourgeoisie locale, des multinationales et des services US, la tentative de coup d'état contre Chavez ne sera malheureusement pas la dernière !

En Inde, trois des plus grands états sont dirigés par les communistes. Au Népal, une révolution se construit dans l'alliance entre les maoïstes, les communistes et les républicains...

Le monde nous montre chaque jour la nécessité du cadre national pour permettre aux peuples de se lever, de résister, et de renverser la domination de leur bourgeoisie, et il nous confirme chaque jour l'urgence de la solidarité entre les peuples.

Les résistances prennent plus clairement une expression politique. Les non alignés se retrouvent à Cuba pour une rencontre événement. Le mouvement communiste après des décennies de recul et de mutations, se retrouve comme pour la rencontre des partis communistes méditerranéens.

La direction du PCF est absente de ces mouvements. Cherchant la rupture avec l'histoire du PCF, elle contribue à la création du "parti de la gauche européenne", s'isolant des principaux partis communistes d'Europe (Portugal, Tchéquie et Grèce) coupant les ponts avec Cuba,

absente des solidarités naissantes au Moyen Orient.

Les communistes ont besoin de retrouver leur identité internationaliste ! Car tant que le capitalisme peut se reproduire en pillant le sud, tant qu'il peut obtenir des syndicats l'acceptation de licenciements à l'étranger comme vient de le faire le groupe Volkswagen qui ferme en Belgique après avoir signé un accord avec les syndicats allemands, il reste nécessairement le plus fort !

Des communistes français solidaires de ceux qui luttent et résistent, au Liban et en Palestine, au Népal et en Inde, en Bolivie et

LIBAN : Petits rappels historiques nécessaires !

Ancienne province de l'empire ottoman, l'état du Liban a été créé contre les nationalistes syriens par le pouvoir colonial français en 1920. Après 1945, le pouvoir de la grande bourgeoisie maronite de Chamoun est l'allié des américains contre le mouvement nationaliste arabe et Nasser.

L'exode des palestiniens, massacrés en Jordanie et poursuivis par l'armée israélienne jusqu'au Liban aggrave l'affrontement interne au Liban. C'est la grande bourgeoisie maronite qui demande l'intervention syrienne pour contenir les palestiniens et c'est l'Arabie saoudite qui force Yasser Arafat à l'accepter. Et ce sont les phalanges d'extrême droite de la famille Gemayel protégées par l'armée israélienne de Sharon qui massacrent les Palestiniens de Sabra et Chatila en 1982. La famille Hariri est le symbole d'une grande bourgeoisie parasite des marchés occidentaux, avec la seule femme arabe dans le classement des plus grandes fortunes mondiales, et par ailleurs fidèle soutien financier des campagnes électorales de Chirac ! La famille Gemayel est bien connue à Nice...

Dans ce terrain de jeu économique et militaire des intérêts occidentaux et arabes, le Hezbollah est un parti récent, créé au lendemain de l'entrée des troupes syriennes et qui se renforce dans les milieux populaires du sud en tuant de nombreux dirigeants du puissant parti communiste libanais. Le fait nouveau de ces dernières années est l'isolement du pouvoir pro-occidental libanais avec le changement de camp du leader chrétien de la petite bourgeoisie, le général Aoun, ancien allié d'Israël au Sud Liban et longtemps réfugié en France et l'alliance entre le parti communiste et le Hezbollah dans la résistance qui a mis en échec pour la première fois l'armée israélienne...

au Nicaragua, peuvent jouer un grand rôle ! Il leur faut rompre avec une mutation qui les isole et les divise, retrouver l'énergie des grandes batailles contre les guerres coloniales, pour Angela Davis et pour Mandela.

Cela s'appelle l'internationalisme et cela suppose d'être en contact avec les communistes de toute la planète, discuter franchement et fraternellement, sans cacher les désaccords, mais en cherchant à faire vivre un point de vue communiste indispensable face à la violence de l'impérialisme, d'ici à là-bas.

PALESTINE, le droit à la résistance !

Quand Arafat était assiégé dans ce qui restait de la Mouqata'a encerclée par Tsahal, les médias nous assuraient qu'il était l'obstacle à la paix. Deux ans après sa mort, le massacre de Beit Hanoun, après le bombardement d'une famille sur la plage de Gaza et tant d'autres crimes de l'armée israélienne montrent la réalité d'une occupation militaire sanglante, qui ne connaît pas de limite pour écraser un peuple et ses organisations.

On veut maintenant nous faire croire que ce sont les divisions entre Palestiniens et la place du Hamas qui pose problème. Mais malgré la trêve observée par le Hamas depuis 2005, 491 palestiniens ont été tués et 61 enfants massacrés à Gaza par l'armée israélienne entre le 29 mars et le 3 novembre 2006. En mai et juin, 64 députés ou ministres palestiniens ont été arrêtés, dont le président du conseil législatif palestinien... Et pendant ce temps, l'Union européenne a choisi d'affamer les palestiniens en bloquant ses subventions alors que le groupe ALSTOM construit le tramway qui reliera Jérusalem à deux colonies " non reconnues " en Cisjordanie !

Israël veut réduire les palestiniens à une situation d'apartheid dans quelques bantoustans encerclés. Ce n'est évidemment pas pour les intérêts des Israéliens qui auraient au contraire besoin de construire la paix, donc la justice et l'égalité avec leurs voisins. C'est ce que déclare courageusement le parti communiste israélien ! L'état israélien est là pour mettre en oeuvre le projet impérialiste du "grand Moyen Orient", pour lequel Bush a annoncé une guerre de 10 ans. On en voit le résultat en Irak, que l'occupation militaire a transformé en terreur quotidienne. Ce sont les intérêts impérialistes, les capitaux pétroliers et militaires que Tsahal défend en écrasant un peuple.

Dans ces conditions, le droit à la résistance est le premier des droits de l'homme.

Manifestation des salariés de Rhodia et Ciba lors de la venue de M. Borloo à St-Fons.

Le vendredi 17 novembre 2006, le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement est venu à St-Fons pour introniser Michel Denis, Maire, comme candidat de la droite, de l'UMP, aux élections législatives de 2007. Les salariés des entreprises Ciba et Rhodia, sont venus nombreux manifester pour défendre leur emploi. Michèle Picard députée suppléante, représentant André Gerin, était parmi eux. Elle a obtenu qu'une délégation soit reçue par M. Borloo.

Elle a dénoncé les deux mauvais coups portés contre les salariés et la population sainfoniarde : la fermeture de l'usine Ciba par le groupe américain Huntsman et la vente de Rhodia Silicones au groupe chimique chinois Blue Star.

Elle a exigé avec les représentants de ces entreprises, que M. Borloo engage une procédure de maintien des activités de ces deux usines à St-Fons, ainsi qu'une stratégie de reconquête de la chimie française s'appuyant sur les savoir-faire.

Le monopoly du capital

AREVA à Vénissieux en passe d'être racheté par un fond d'investissement américain. UCAR toujours à Vénissieux racheté par un grand groupe industriel. VENINOV encore à Vénissieux racheté par une société japonaise. METALDYNE à Vénissieux racheté par un groupe américain. RHODIA SILICONE à St Fons racheté par un groupe chinois. CIBA à St Fons racheté il y a deux ans par un groupe américain et qui risque d'être fermé.

En quelques kilomètres ce sont des centaines de salariés qui voient avec

inquiétude le grand Monopoly de la finance se mettre en route et lâcher des centaines de millions d'euros dans des opérations qui plupart ont comme seul objectif d'amasser rapidement de gros bénéfices. Et cela en mettant en danger les emplois, les conditions de travail, l'avenir des entreprises en question.

Aucune entrave à la circulation des capitaux, de l'argent: L'Union Européenne a depuis longtemps tout mis en œuvre pour exaucer cette exigence chère au capital. Pour lui liberté et droit sont des mots qui ne peuvent s'accorder qu'avec capitaux et argent. En aucun cas avec travail, vie décente, satisfaction des besoins. Face à cela le PCF doit être porteur d'une politique industrielle nationale en capacité de revitaliser l'emploi et de propositions interdisant l'utilisation de l'outil industriel à des seules fins de spéculation financière.

Hôpital de Montgelas

1000 témoignages, 6900 signatures

La population de Givors et des environs défend ardemment son hôpital menacé de disparition, comme il l'avait déjà été dans les années 90. En 1998, la lutte massive du personnel, de la population et des élus de l'agglomération avait même permis d'obtenir la construction d'un nouveau bloc opératoire. Ce dernier est très performant mais sous employé par manque de postes. Il est donc reproché aux populations de ne pas assez l'utiliser ! Sa fermeture est décidée alors que ses échéances de financement courent jusqu'en 2033. La chirurgie doit fermer ! Vous avez dit déficit de la Sécu ?

Pour faire passer la pilule, il est question d'augmenter la capacité de la maternité de 500 à 800 places et de la moderniser, mais... dans 3 à 5 ans. D'ici là, on apprend que l'hôpital de Vienne augmenterait de manière significative sa maternité. C'est pourquoi les populations concernées se

mobilisent : le comité de défense qui s'est créé a rassemblé plus de 1000 témoignages et plus de 6900 signatures. C'est la seule solution pour faire capoter le projet et défendre l'hôpital public, même si le CA de l'hôpital a déjà acté la disparition de la chirurgie.

De son côté, André Gerin a protesté par écrit auprès du ministre de la Santé contre la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital, premier des 113 blocs opératoires dont le rapport Vallancien réclamait la disparition pour raisons financières. "Cette décision ne tient aucun compte des besoins sanitaires d'une population aux revenus modestes et par voie de conséquence sous-médicalisée. Elle compromet à brève échéance le maintien à Givors d'un hôpital généraliste de proximité".

21000 signataires pour Edf-Gdf...

Au 5 octobre 2006, le groupe des députés communistes a recueilli 21000 signatures au bas de la pétition "Non à la privatisation de Gaz de France ! Oui à une maîtrise publique et sociale de l'énergie", pétition qu'il avait lui-même initiée. C'est nettement insuffisant et beaucoup à la fois. Cela pose la question de la mobilisation du PCF. Pourquoi l'initiative n'est-elle venue que des élus à l'Assemblée ? Qu'a fait la direction du PCF, notamment dans le Rhône pour mobiliser, au moins ses adhérents ? Est-ce qu'elle cherche à faire du PCF un parti de lobbying institutionnel ? Il ne s'agit pourtant, avec Edf-Gdf, que du seul secteur industriel dont la propriété collective est revendiquée par le programme ! Est-ce seulement pour la forme ? En tous cas, il reste des communistes qui n'ont pas envie de s'en laisser compter: 1156 signatures, soient 5,5% des 21000, proviennent de la 14ème circonscription du Rhône.

BREVES

Mauvais procès

P. Braouezec, candidat à la candidature des collectifs anti-libéraux, demande dans une lettre de 3 pages à M.G. Buffet de condamner A. Gerin, suite à l'appel lancé par ce dernier à la population de Vénissieux pour refuser la violence. Que le débat s'engage sur ces questions dans le parti serait salutaire car les communistes se sentent démunis quand les quartiers flambent ! Malheureusement ce n'est pas de débat qu'il s'agit, mais d'une mise en accusation grossière d'André Gerin, traité de colonialiste et comparé à G. Frêche.

Questions: " Est-ce le texte qui dérange ou la candidature de A. Gerin dans le Rhône au nom du PCF ? L'objectif est-il de débattre sur la sécurité ou de discréditer un député-maire qui ne cache pas son désaccord avec la stratégie actuelle du parti ? Les collectifs antilibéraux ont-ils le projet de présenter un candidat contre ceux choisis par le PCF dans la quatorzième ? " A suivre...

Les textes cités peuvent être consultés sur le site : www.andregerin.com

► Débats rencontres et convivialité seront au rendez-vous de repas fraternel organisé par la section de Vénissieux le 28 janvier. Renseignements: **04 72 50 44 34**.

► 75 personnes ont participé au repas républicain organisé par la section de Saint-Fons. Nous avons mêlé politique et convivialité. Pour les sainfoniards, c'était l'occasion de lancer la campagne des législatives.

A l'élaboration de ce journal, ont participé les camarades suivants : P. BRULA, M.C. BURRICAND, B. CHAGNARD, B. LEMEE, P.A. MILLET, A. PICARD, P.& E. BAOT, M. PICARD, G. REMOND, C. SERVE, S. TRUSCELLO.